



Mercredi 2 Septembre 2020

■ AVIS PUBLIÉ AU BOAMP XML N° 20-101533

Date d'envoi au service éditeur : 12/08/2020

Mis en ligne sur le site www.boamp.fr du 12/08/2020 au 18/09/2020

Forfait(s) : **F20NT-18528640 (Coût : 8UP)**
Avis faisant référence à cette annonce (0) :
 > Créer un avis de résultat de marché
 > Créer un avis d'annulation
 > Créer un avis rectificatif

> Voir l'annonce sous sa forme originale



Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.
 Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).
 En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.
 > Contact client

F1 - Formulaire Avis de marché

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : 36

Annonce No 20-101533

Travaux

- Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : VILLE DE CHATEAUXROUX.

Correspondant : Direction de la Commande publique, hôtel de Ville - place de la République - cS 80509 36012 Châteauroux Cedex, tél. : 02-54-08-33-38, télécopieur : 02-54-08-33-18, courriel : marches-publics@chateauroux-metropole.fr adresse internet : <http://www.chateauroux-metropole.fr>.Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>.

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques.

Objet du marché : **réhabilitation d'un ancien local commercial en atelier de formation au 44 Cours Saint Luc à Châteauroux - relance du lot n° 1****Doublage, cloisons, isolation.**

Type de marché de travaux : exécution.

CPV - Objet principal : 45320000

Objets supplémentaires : 45421152.

Lieu d'exécution : 44 cours St Luc, 36000 Châteauroux.

Code NUTS : -FRB03.

L'avis implique un marché public.

Caractéristiques principales :

relance du lot après procédure initiale infructueuse. Les 5 autres lots (Menuiseries intérieures bois / Faux plafonds - électricité - cVC- plomberie et Peinture)

de ce marché ont déjà été attribués

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : fourniture et pose de :

- plaques de plâtre collées ép. 12 cm avec isolant en doublages (option à chiffrer en plaques de plâtre collées sur certains murs)

- pour les cloisons de distribution et plafonds : plaques de plâtre BA 13 standard avec isolant, plaques de plâtre PF 1/2 heure avec isolant, plaques de plâtre hydrofuges avec isolant pour les pièces humides, plaques de plâtre performance cf. 1h avec isolant pour les locaux à risques moyens, plaques de plâtre phonique avec isolant pour les locaux bruyants.

Options : descriptions concernant les achats complémentaires : une option ("prestation supplémentaire éventuelle - pse") est à chiffrer en plaques de plâtre collées.

Refus des variantes.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Prestations divisées en lots : non.

Durée du marché ou délai d'exécution : 4 mois à compter de la notification du marché.

Date prévisionnelle de commencement des travaux : 9 novembre 2020.

Cautionnement et garanties exigés : une retenue de garantie de 5.00 % est prévue pour ce marché. Elle peut être remplacée par une garantie à première demande.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : modalités essentielles de financement et de paiement : Budget communal général.

paiement sous 30 jours par acompte mensuel après vérification du service fait.

aucune avance n'est prévue pour ce lot.

les prix sont révisables dans les conditions fixées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : groupement conjoint ou solidaire.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Critères de sélection des candidatures : se reporter au règlement de la consultation.

Situation juridique - références requises : redressement judiciaire : - le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;

Déclaration sur l'honneur : - le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;

Engagement juridique des opérateurs invoqués à l'appui de la candidature : - pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique ;

Formulaire Dc1 ou équivalent : Lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses cotraitants

formulaire Dc2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement

attestation de régularité du candidat établi en France vis-à-vis de ses salariés : Si le candidat est établi en France, il doit produire une déclaration sur l'honneur justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)

attestation de régularité concernant l'emploi des travailleurs handicapés : Le candidat produit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises : déclaration d'effectifs : - déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

Références de travaux similaires : Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

liste des moyens techniques : - déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

Marché réservé : non.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :**Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :**

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- prix : montant le moins disant / montant analysé x pourcentage : 50 %;
 - valeur technique : sera jugée d'après : - la méthodologie envisagée pour le déploiement des travaux du lot : 20 %- les moyens humains spécifiquement affectés et les matériels à mobiliser : 10 % : 30 %;
 - qualité technique et écologique des produits : la qualité sera jugée d'après les fiches techniques et par tout commentaire apporté par le candidat sur ce point : 10 %;
 - pertinence du planning prévisionnel : seront jugés la cohérence du planning détaillé et l'interaction avec les autres lots. : 10 %.
- Une enchère électronique ne sera pas effectuée.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 18 septembre 2020, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : M20-021.2L1.

Renseignements complémentaires : la présente consultation constitue une relance du lot 1 " Doublages, cloisons, isolation- après déclaration infructueuse lors de la procédure initiale (les 5 autres lots du marché sont attribués). Une visite des lieux avant remise de l'offre est obligatoire (rendez-vous à prendre auprès de M. Olivier MARGUERITAT au 02 54 08 33 21). Le pouvoir adjudicateur procédera à l'analyse des offres des candidats sur la base des critères de sélection des offres et pourra engager les négociations avec un ou plusieurs candidats, que ceux-ci aient présenté une offre régulière, acceptable, irrégulière ou inacceptable. Elle portera sur l'offre technique et / ou financière. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables à l'issue de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Le marché peut cependant être attribué sur la base des offres initiales, sans négociation. Les offres inappropriées seront éliminées.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Les personnes intéressées peuvent consulter librement et télécharger gratuitement le dossier de consultation sur le profil d'acheteur dont l'adresse électronique est mentionnée en tête d'annonce. Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise, si ce n'est pas fait, de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Date limite d'obtention : 18 septembre 2020, à 12 heures.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

se reporter au règlement de la consultation. Les offres doivent obligatoirement être déposées sur le profil d'acheteur (coordonnées en entête), avec possibilité de remettre en complément une copie de sauvegarde, dans les conditions fixées à l'article 7 du règlement de la consultation.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 12 août 2020.

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés : Direction de la Commande Publique.

Correspondant : Direction de la Commande Publique, null Place de la République, 36012 Châteauroux Cedex, , tél. : 02-54-08-33-38, , courriel : marches-publics@chateauroux-metropole.fr, adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus : Direction de la Commande Publique.

Correspondant : Direction de la Commande Publique, null Place de la République, 36012 Châteauroux Cedex, , tél. : 02-54-08-33-38, , courriel : marches-publics@chateauroux-metropole.fr, adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : Direction de la Commande Publique.

Correspondant : Direction de la Commande Publique, null Place de la République, 36012 Châteauroux Cedex, , tél. : 02-54-08-33-38, , courriel : marches-publics@chateauroux-metropole.fr, adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Limoges 1 cours Vergniaud 87000 Limoges, tél. : 05-55-33-91-55, courriel : greffe.talimoges@juradm.fr, télécopieur : 05-55-33-91-60 adresse internet : <http://www.limoges.tribunal-administratif.fr>.

Organe chargé des procédures de médiation : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics 118 cours du Maréchal Juin- tSA 10001 33063 Bordeaux Cedex, tél. : 05-56-69-27-45, courriel : na.polec@directce.gouv.fr adresse internet : <http://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-litiges>.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Limoges 1 cours Vergniaud 87000 Limoges, tél. : 05-55-33-91-55, courriel : greffe.talimoges@juradm.fr, télécopieur : 05-55-33-91-60 adresse internet : <http://www.limoges.tribunal-administratif.fr>.

Mots descripteurs : Cloison, faux plafond, Isolation.

Éléments de facturation :

Numéro d'engagement juridique : M20-021.2L1

Classe de profil : Commune

Siret : 21360044800012

Libellé de la facture : Ville de Châteauroux Direction de la Commande publique Hôtel de Ville - CS 80509 36012 Châteauroux

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 18 septembre 2020

Objet de l'avis : Réhabilitation d'un ancien local commercial en atelier de formation 44 Cours Saint Luc à Châteauroux - relance du lot Doublage, cloisons, isolation - Territoire de la Ville - 44 cours St Luc

Nom de l'organisme : Ville de Châteauroux

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun



CONS3940177



> Informations légales